

Voyage au sein du régime

10. Le régime particulier de la V^e République

Fusion entre affaires et politiques, népotisme, corruption, coups tordus, presse aux ordres, tels sont les traits descriptifs du régime de la V^e République.

Lors de sa mise en place, Mitterrand avait dénoncé l'arrivée de De Gaulle au pouvoir dans un ouvrage, *Le Coup d'Etat permanent*, pour, vingt ans plus tard, en chausser les bottes. La non-remise en cause de ces institutions en 1981 a été l'un des éléments déterminants de la décomposition du PS lui-même.

Par Lucien Gauthier

Les institutions de la V^e République ne sont pas neutres. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, de Gaulle, dans un célèbre discours à Bayeux, avait défini le type de régime

qu'il souhaitait instaurer, un régime fort opposé au régime des partis qui, selon lui, était faible. Les circonstances historiques ont fait que, après la guerre, il a été écarté et que la IV^e République s'est constituée sur la base d'un régime de partis.

Mais devant le développement de la crise en Algérie, de ses conséquences en France, de l'incapacité de la IV^e République, de Gaulle se remet en selle. En Algérie, ceux qu'on appelle « les Européens » se radicalisent aux cris de « *Algérie française* ». Dans l'armée même, de nombreux officiers, traumatisés par la défaite en Indochine, n'entendent pas se laisser faire par les « politiciens » et sont partisans d'un pouvoir fort.

Les réseaux gaullistes se saisissent de cette situation pour chercher à canaliser cette radicalisation vers de Gaulle. Le 13 mai 1958, une insurrection se produit à Alger avec la mise en place d'un « comité de salut public ». L'Etat se disloque, l'armée, la police ne répondent plus. De Gaulle se déclare « prêt ». Le chef de la SFIO (le PS) se rallie à de

Gaulle. Un coup d'Etat à froid vient de se produire. Le projet gaulliste est le même qu'en 1946 : en finir avec le parlementarisme, le régime des partis, encadrer les syndicats. Mais pour l'heure, il doit faire face à un Etat qui se délite, une armée en révolte. La jeunesse et les ouvriers se mobilisent contre la guerre et l'extrême droite.

De Gaulle est un général, mais un général sans armée. En avril 1961, quatre généraux d'active organisent un putsch à Alger. Le refus des appelés, la mobilisation en France et aussi la fermeté de De Gaulle font échouer le putsch. De Gaulle est contraint d'accorder l'indépendance à l'Algérie. Il peut maintenant passer à son projet. Il fait adopter en 1962 l'élection du président au suffrage universel. Mais beaucoup de ceux qui l'avaient appuyé en 1958, radicaux, socialistes, démocrates-chrétiens, s'estiment floués. Car, par l'élection directe du président — et non plus l'élection par la Chambre des députés d'un président sans pouvoir —, le Parlement, et donc les partis, n'est plus le centre du pouvoir, mais une simple chambre d'enregistrement.

En raison de son incapacité à réaliser dès 1958 son coup d'Etat et avoir dû attendre 1962 pour aller jusqu'au bout, le projet de De Gaulle reste inachevé



Le général de Gaulle prononce un discours, le 4 juin 1958, depuis le balcon du Gouvernement général à Alger.

Avec l'instauration de la V^e République, le pouvoir est entre les mains du président. Il désigne le gouvernement, organise les référendums, peut dissoudre le Parlement, proclamer l'état d'urgence, avec l'article 16 de la Constitution.

Entre 1958 et 1962, il s'est écoulé quatre ans au cours desquels de Gaulle a dû s'appuyer sur les partis et le peuple contre les putschistes. En raison de son incapacité à réaliser dès 1958 son coup d'Etat et avoir dû

attendre 1962 pour aller jusqu'au bout, le projet de De Gaulle reste inachevé. Le régime gaulliste est un régime bâtard : les partis demeurent, même si le Parlement est une chambre d'enregistrement, les syndicats ne sont pas intégrés. Dès 1963, une grève des mineurs avec leurs syndicats démontre que la classe ouvrière a surmonté la défaite de 1958

que ses partis lui ont imposé.

En 1969, après la grève générale de 1968, il tente un ultime coup de force par le biais d'un référendum prévoyant, entre autres, le corporatisme contre les syndicats. Il est battu et part. La lente agonie de la V^e République commence, prolongée par le refus de Mitterrand de remettre en cause les institutions. Dès lors, les traits les plus pourrissants de ce régime vont s'amplifier, sous la gauche comme sous la droite : affaires à répétition, corruption, scandales...

Cette décomposition est alimentée et accentuée par la remise en cause des positions de « grande puissance » de la France. Perte de son influence, notamment en Afrique, perte de son industrie du fait des restructurations, privatisations et soumission aux exigences de l'Union européenne, aggravant encore le caractère de simple chambre d'enregistrement du Parlement, où 80 % des lois votées ne sont que des transcriptions des directives européennes.

Le caractère clinquant, fait de paillettes et de people, du pouvoir actuel n'est que le miroir de ce régime agonisant. ■

Éclairage

Bonapartisme



Après la révolution de 1848, la bourgeoisie française est en crise. C'est dans ces conditions que Louis Bonaparte se présente comme l'homme providentiel, le recours, usant d'une démagogie sociale, structurant son mouvement dans la « Société du 10 décembre ». Il engage une vaste campagne pour se faire élire président puis, après un coup d'Etat, devenir empereur sous le nom de Napoléon III. De là vient l'expression « bonapartisme » pour définir un régime fort, rendu nécessaire par la crise majeure du régime bourgeois, qui doit chercher un « sabre » pour le sauver. Karl Marx écrit :

« Bonaparte était constamment accompagné d'affiliés de la Société du 10 décembre. Sous le prétexte de fonder une société de bienfaisance, on avait organisé le lumpenprolétariat parisien en sections secrètes, mis à la tête de chacune d'entre elles des agents bonapartistes (...). On y trouvait des vagabonds, des soldats licenciés, des forçats sortis du bagne, des galériens en rupture de ban, des filous, des charlatans, des lazzaroni, des pickpockets, des escamoteurs, des joueurs, des maquereaux, des tenanciers de bordels,

des portefaix, des écrivassiers, des joueurs d'orgue de barbarie, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendians, bref, toute cette masse confuse décomposée, flottante, que les Français appellent la bohème (...).

Dans ses voyages, les sections de cette société, entassées dans les wagons de chemins de fer, avaient pour mission de lui improviser un public, de simuler l'enthousiasme populaire, de hurler « Vive l'empereur ! », d'insulter et de rosser les républicains, naturellement sous la protection de la police » (Karl Marx, *Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte*).

Et Victor Hugo :

« Que peut-il ? Tout. Qu'a-t-il fait ? Rien. Avec cette pleine puissance, en huit mois, un homme de génie eût changé la face de la France, de l'Europe peut-être. Seulement voilà, il a pris la France et n'en sait rien faire. Dieu sait pourtant que le président se démène : il fait rage, il touche à tout, il court après les projets ; ne pouvant créer, il décrète ; il cherche à donner le change sur sa nullité ; c'est le mouvement perpétuel ; mais, hélas ! cette roue tourne à vide. L'homme qui, après sa prise du pouvoir, a épousé une princesse étrangère est un carriériste avantageux. Il aime la gloriole, les paillettes, les grands mots, ce qui sonne, ce qui brille, toutes les verroteries du pouvoir. Il a pour lui l'argent, l'agio, la banque, la Bourse, le coffre-fort. Il a des caprices, il faut qu'il les satisfasse. Quand on mesure l'homme et qu'on le trouve si petit, et qu'ensuite on mesure le succès et qu'on le trouve énorme, il est impossible que l'esprit n'éprouve pas quelque surprise. On y ajoutera le cynisme, car la France, il la foule aux pieds, lui rit au nez, la brave, la nie, l'insulte et la bafoue ! Triste spectacle que celui du galop, à travers l'absurde, d'un homme médiocre échappé » (Victor Hugo, *Napoléon le petit*).